

QUELQUES ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA PANDÉMIE EN ESPAGNE

Covid-19, paralysie économique et sociale

LE DÉVELOPPEMENT du Covid-19 à partir du début du deuxième trimestre de 2020, et l'émergence de profonds problèmes structurels, ont poussé l'économie espagnole au bord de la faillite et, parallèlement, ont déchaîné une crise politique et institutionnelle dans un contexte général de paralysie sociale (1).

La pandémie du Covid-19 a servi de détonateur à une série de problèmes de tous ordres de la vie économique et sociale espagnole, faisant apparaître les graves déficiences structurelles d'un pays, dépendant du tourisme

(12 % du PIB), subissant toujours les conséquences de la bulle immobilière et financière de la crise de 2008, qui, en sus, a perdu de son attractivité pour le capital industriel international malgré les réformes du travail successives, les avantages fiscaux et l'intense précarisation du travail durant ces dernières années.

Bien entendu, l'ampleur et la portée du crash de l'activité économique d'une diminution d'environ 20 % au second semestre de cette année, un endettement exponentiel (l'Espagne terminera l'exercice 2020 avec une dette de 115,5 % du PIB), un chômage à 15,3 % de la population active en juillet selon les données officielles et un gouvernement incapable de gérer la situation engendrée par la crise, surprennent en relation avec l'évolution économique de ces dernières décennies.

Si on regarde les chiffres macroéconomiques, on observe un faible taux de croissance jointe à une dégradation des conditions de travail (augmentation de la précarisation, du travail temporaire, baisse des salaires) et de sa nature (travail dans le secteur du tourisme et de ses auxiliaires, des emplois subventionnés et dans les services

(1) La gestion de la crise dans le milieu sanitaire est un vrai désastre depuis le début de la pandémie, ce qui demanderait d'être traité spécifiquement. Disons simplement que ce désastre est visible à travers le démantèlement du système de santé public de ces dernières années, à travers les guerres entre les partis et les administrations locales, régionales et centrales qui poussent à des manipulations d'informations et de données sur les nombres de contaminés et de morts (on ne sait ni le nombre exact ni le lieu, entre les hôpitaux et les résidences pour personnes âgées), dans le choix de décisions contradictoires et impossibles à mettre en œuvre, par la combinaison de messages alarmistes et de déclarations apaisantes et enfin par la confusion absolue du milieu enseignant lors de l'ouverture des classes.

peu qualifiés). De même, la situation, dans laquelle perdure le système financier espagnol malgré le généreux sauvetage de 2012, ne s'est pas améliorée (2). Par ailleurs, les expulsions pour défaut de paiement des hypothèques et des loyers continuent (plus de 50 000 par an depuis 2008) tandis que se propage la fermeture d'entreprises industrielles. Comme le secteur bancaire ne se remet pas et que les prévisions moroses des entreprises qui ne s'en sortiront pas face aux crédits, la banque d'Espagne a été poussée à forcer les banques à faire des provisions extraordinaires et à ne pas distribuer de dividendes.

Cette instabilité structurelle, masquée par l'augmentation croissante de la dette souveraine, n'a pas résisté aux secousses de la pandémie du Covid-19. Le fait est que l'état d'urgence provoqué par la pandémie a mis en évidence l'incompétence de gestion du gouvernement de gauche (coalition PSOE-Unidas Podemos) et qu'ainsi, dès les premiers moments, il a recouru au mensonge, à la manipulation de l'information et à l'improvisation par des mesures erratiques et contradictoires. Autant la pandémie économique que sa spécification sanitaire, aggravée par la détérioration du système sanitaire due à la privatisation et aux corruptions des dernières décennies, offre le cadre général d'un pays à la dérive.

Comme chacun le sait, l'Europe est venue au secours des pays en difficulté (Italie, Portugal, Grèce, etc.) et particulièrement au secours de l'Espagne. D'entrée, la bureaucratie européenne a assoupli la politique d'austérité

(2) Au début du mois de décembre a été annoncée la fusion de deux des principales banques espagnoles, Caixa-bank et Bankia. Cette dernière, pillée par ses gestionnaires et très affectée par la crise immobilière, avait été sauvée grâce à une participation majoritaire de l'État. La fusion annoncée créera la plus grande banque espagnole et réduira la participation de l'État à travers une manœuvre de renforcement financier par le privé dont le coût sera à la charge de l'État

pour permettre d'augmenter le déficit des pays membres au-delà des 3 % établis dans le pacte de stabilité et de croissance et a laissé de côté l'interdiction de dépasser l'endettement au-dessus de 60 % du PIB (l'Espagne dépassait alors les 100 % de son PIB). Ainsi, la première semaine de mai, l'Eurogroupe autorisait une ligne de crédit avec des intérêts réduits d'une valeur de 240 milliards d'euros du MES (Mécanisme européen de stabilité) desquels le gouvernement espagnol pourra solliciter 25 milliards.

Par ailleurs, avec l'accord conclu en juillet par l'Eurogroupe, le gouvernement espagnol recevra dans les six prochains mois sur le budget européen et en conformité avec le Plan de relance européen, quelque 140 milliards d'euros dont la moitié seront des subventions et l'autre moitié des crédits.

Entre-temps, l'émission de la dette de l'État espagnol se poursuit afin de faire face aux besoins financiers les plus urgents : les intérêts de la dette (3) et la digue sociale à travers les allocations chômage pour les travailleurs affectés par les ERE et ERTE (4) (5), du fait

(3) La dette annuelle coûte en intérêts à l'Etat espagnol plus de 30 millions d'euros.

(4) Fin août, des milliers de personnes bien que bénéficiaires des procédés ERE et ERTE, n'avaient reçu aucune prestation du fait du chaos administratif des organismes de gestion.

(5) Expedientes de Regulacion de Empleo (ERE) et Expedientes de Regulacion Temporal de Empleo (ERTE) sont des procédés de régulation du travail créés par la loi du travail de mars 1995 et retoqués par des décrets tout au long de l'année 2020. Ils permettent aux employeurs de suspendre le contrat de travail des travailleurs pour des causes économiques, techniques, d'organisation ou de production, provenant de forces majeures temporaires. L'ERE suppose la fin du contrat et le licenciement définitif du travailleur et dans ce cas l'employeur s'engage à indemniser le travailleur en accord avec la législation. L'ERTE correspond à une suspension du contrat de travail pour un temps limité, c'est l'équivalent du système de chômage partiel en France mais dans ce cas l'employeur n'a pas d'obligation à rémunérer le travailleur. [Note du traducteur.]

des conséquences directes de la pandémie (3,5 millions de travailleurs en avril 2020). Au début du mois de septembre le nombre des personnes touchées par les procédés ERE et ERTE était tombé à 1,5 million mais, malgré cela, le nombre total des chômeurs est de près de 4 millions de personnes, équivalant à un taux de chômage de 15,33 %.

Parmi les mesures d'urgence pour le colmatage social, il y a eu l'approbation en juin d'un minimum vital pour toute personne porteuse d'un papier prouvant officiellement avoir travaillé avant de se retrouver sans revenu. Il s'agit d'une allocation de 462 euros par mois et par personne mais qu'une bonne partie des travailleurs migrants ne pourront pas toucher parce qu'ils ont des boulots qui se pratiquent sans contrat de travail comme, par exemple, dans l'hôtellerie, la restauration, les ménages ou encore les travaux domestiques, etc. Mais, il faut ajouter que fin août, des 750 000 demandes pour toucher ce minimum vital, seulement quelque 6 000 avaient été traitées alors que 74 000 de plus avaient été accordées d'office en juin.

Malgré les jongleries financières du gouvernement espagnol, les organisations humanitaires et d'assistances continuent d'avertir de l'accroissement inévitable de la pauvreté accompagnée d'une incidence accentuée sur les enfants, les femmes et les familles de migrants, mais pas seulement : dans la population autochtone, la population prolétarisée la plus pauvre est chaque fois un peu plus touchée et est la base que l'extrême droite essaie d'exploiter.

Des rapports de la Banque d'Espagne comme d'organisation dépendantes de l'ONU enregistrent un appauvrissement progressif de la société espagnole, accentué par la crise de 2008, valide jusqu'en 2019. Ainsi, avant la pandémie du Covid-19, un peu plus de 4,5 millions de foyers (équivalent à 12 mil-

lions de personnes ou 26,1 % de la population totale) étaient au seuil de pauvreté ou risquaient l'exclusion sociale selon les critères de l'ONU. Ajoutons que tous les membres d'un million de foyer étaient au chômage.

Pour compléter cette ébauche rapide sur le processus de paupérisation de la population prolétarisée en Espagne, on peut ajouter qu'une fois déduites les cotisations sociales ainsi que les retenues de l'impôt sur le revenu, le salaire net mensuel a été de 1 430,75 euros (1 562,12 pour les hommes et 1 286,45 pour les femmes) selon les données officielles de l'Institut national des statistiques.

Cependant, au-delà de la brèche salariale hommes-femmes, l'écart des salaires entre les cadres et les salariés des segments inférieurs s'accroît toujours plus : certaines sources (elconfidencial.com du 10 novembre 2019), en partant des données officielles, évaluaient à 3,2 millions le nombre de salariés touchant des salaires de 1 000 euros mensuels (le salaire minimum interprofessionnel est de 900 euros).

Ceci est le contexte général qui a amené une entité étatique, l'Autorité indépendante de responsabilité fiscale (Autoridad Independiente de Responsabilidad Fiscal, AIREF) à se faire l'écho d'une « initiative législative populaire » qui proposait un système de revenu minimum pour combattre le taux de pauvreté en Espagne qui, selon Eurostat, est le second taux le plus élevé en Europe après la Roumanie. C'est pour faire face à cette situation que le gouvernement a décrété le revenu minimum vital auquel je me suis référé précédemment et qui a été approuvé en juin.

À la différence des allocations chômage de longue durée précédentes, ce revenu est illimité dans le temps et n'est pas conditionné à la recherche active d'un emploi, ce qui est une manière de reconnaître l'impossibilité

pratique d'encadrer, dans l'économie formelle, la force de travail excédentaire toujours plus importante.

Dans ce panorama, la première chose qui interpelle est l'absence de mobilisation sociale. On peut malgré tout l'expliquer, entre d'autres facteurs, par la désintégration des liens sociaux et politiques traditionnels liés aux organisations héritières du mouvement ouvrier tout comme à la dissolution des dispositifs nés du mouvement d'occupation des places 15-M (6). Il faut également prendre en compte le palliatif que représente le réseau de solidarité des organisations familiales, de voisins et de quartiers auquel il convient d'ajouter l'effet paralysant de la pandémie et des menaces tangibles sur la santé.

Il faut encore agréger à tout cela un élément important, celui de l'économie souterraine (elle représente autour de 20 % du PIB espagnol), qui agit comme amortisseur du processus de précarisation sociale de ces dernières années ; en particulier l'économie de la drogue, des sorties nocturnes, de la prostitution et d'autres services dont le tourisme est l'un des principaux éléments dynamisants (7).

Faiblesses structurelles

Quoi qu'il en soit, la pandémie a placé au premier plan des réalités divers aspects

(6) Il est aussi appelé le mouvement des indignés. Le 15-M correspond au 15 mai 2011, jour de la manifestation à l'origine du mouvement. (NdT.)

(7) Cette activité qui se développe principalement dans le secteur tertiaire illégal a une importance considérable dans le dynamisme de l'activité économique, joint aux opérations de renflouement et de blanchiment de la masse d'argent en jeu ; en générant des structures d'encadrement et d'exploitation complémentaires à l'économie conventionnelle et en englobant une bonne partie de la population exclue du circuit économique formel qui souffre aussi des conséquences de la crise du tourisme provoquée par le Covid-19.

qui sont venus dissiper quelques-unes des illusions ou des bulles qui ont caractérisé la vie sociale, politique et économique de cette dernière décennie.

I - En premier lieu, il a été manifeste que le système agro-industriel espagnol, joint à la chaîne des fournisseurs qui a fonctionné pendant la phase de confinement la plus stricte, est basé sur la surexploitation en condition semi-esclavagiste de la force de travail des migrants et sur les cohortes les plus précarisées du salariat (soignants, services de nettoyage, travailleurs sanitaires du transport, de la logistique et des supermarchés).

Cette réalité sous-jacente s'est montrée encore plus évidente à propos de la récolte des fruits de printemps, pour laquelle les entrepreneurs agro-industriels ont réclamé 150 000 travailleurs des deux sexes. Le déplacement massif de cette force de travail de migrants (du Maghreb et de la côte de l'Afrique de l'Ouest), qui survit comme elle peut le reste de l'année sur le territoire espagnol, a coïncidé avec l'extension du Covid-19.

Vu que les conditions sous-humaines dans lesquelles vivent les travailleurs (promiscuité dans des baraques sans eau ni toilettes ou simplement vie dans la rue) représentait un foyer de contagion (quelques cas se sont déclarés entre journaliers) quelques flambées de racisme eurent lieu (« les étrangers apportent le virus ») comme par exemple dans la région d'arbres fruitiers de Lérida (Catalogne), mais les intérêts entrepreneuriaux à l'heure de la récolte prévalurent et atténuèrent les protestations. Une chose est sûre, en règle générale, les conditions de travail, avec des journées exténuantes en plein soleil, ne se sont pas substantiellement améliorées et ont même atteint

un niveau criminel avec la mort d'un travailleur nicaraguayen suite à un coup de soleil (en Murcie).

La situation dramatique des journaliers est liée aux faiblesses structurelles du secteur agro-industriel espagnol (10 % du PIB), composé de petites exploitations qui exportent 70 % de la production, mais dont les marges tout le long de la chaîne de production et de distribution reposent sur l'intensification de l'exploitation de la force de travail – dans les campagnes et dans l'industrie de transformation alimentaire qui, elle-même, vient en réponse à la pression à la baisse des prix exercée par la grande distribution et la concurrence des transnationales du secteur.

De fait, les marges pour le producteur local dont les coûts d'exploitation (semences, fertilisants, technologies, etc.) augmentent continuellement, dépendent de la réduction du coût du travail (salaires en dessous des conventions, logement non inclus ou sans les conditions d'hygiène minimum). Bien entendu, les autorités et l'inspection du travail laissent faire car la base sociale des entrepreneurs en question représente une force électorale (avec un important penchant à droite, pour sûr) contribuant à une relative

stabilité sociale ; l'ensemble des journaliers ne constituant pas, au moins pour l'instant, un centre de contestation sociale important.

2 - La pandémie a impulsé, en l'accélérant, la restructuration de l'activité économique, avec une incidence particulière sur le secteur industriel.

Profitant du décret de confinement, beaucoup d'entreprises ont procédé à des réductions temporaires ou définitives de leur personnel, et même à leur fermeture : Alcoa (Asturies y Galice), Nissan (Barcelone), Tubacex (Pays Basque) ou plus récemment le conflit dans la métallurgie dans la baie de Cadix.

Les mobilisations à l'usine Nissan de Barcelone ont obtenu quelques concessions quant au délai de fermeture irrévocable de l'usine qui emploie 2 525 travailleurs en direct et qui génère selon les syndicats jusqu'à 20 000 postes induits. D'autres sources (quotidien ara.cat) assurent que Nissan représente 1,3 % du PIB catalan et 2,6 % des emplois, en regroupant les emplois directs et indirects.

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que nous sommes face à un nouvel épisode de désindustrialisation initié au début du XXI^e siècle, reflet du déplacement de la pro-



A Barcelone, devant l'usine Nissan, le 28 mai, après l'annonce de la fermeture à venir du site.
(<https://pro.largus.fr/actualites/stupeur-et-fureur-a-lusine-nissan-de-barcelone-10324398.html>)

duction industrielle vers l'Europe de l'Est et l'Asie. Après que la péninsule ibérique eut profité de la vague de délocalisation de l'industrie automobile des années 1980, il apparaîtrait qu'elle a cessé d'être compétitive face à d'autres régions de la planète.

Le cas du conflit dans la métallurgie à Cadix est un peu singulier. À la différence des autres conflits qui correspondent à la réaction des travailleurs face aux annonces de fermeture ou de réductions drastiques de personnel, la grève à Cadix est le fait des travailleurs de l'entreprise de sous-traitance qui ont pris l'initiative à un moment clé pour l'entreprise maître d'œuvre (Navantia), contrainte de répondre à un délai de livraison pour l'entreprise norvégienne Abiel.

Une Confédération des travailleurs de la métallurgie (CTM), formée de petits syndicats présents dans les entreprises de sous-traitance, a commencé, mi-août, une série d'actions pour revendiquer que soient respectées les conditions de travail des accords signés et demander « une charge de travail digne », ce qui revient à demander aux entreprises qu'elles signent de nouveaux contrats, que ce soit pour la construction de bateaux de tout type, de plates-formes marines de pétrole ou d'éoliennes, etc. (8). Différentes actions ont été menées par les travailleurs, en alternance avec des repréailles dirigées par la Fédération des entreprises du métal de Cadix (Femca). Les uns arrêtant le travail et campant devant les entrepôts, les autres décidant d'une fermeture puis d'une réouverture des lieux de travail, jusqu'à la décision de la CTM de se mettre en grève illimitée le 27 août.

Il semble alors que les travailleurs des entreprises sous-traitantes aient devancé l'organisation patronale en n'attendant pas l'arrêt

de la production pour manque de travail et en profitant de la relative pression qu'ils pouvaient exercer sur Navantia et les entreprises de sous-traitance, du fait de leur obligation à respecter les délais de livraison pris avec d'autres entreprises internationales.

Cependant, la CTM a pris des décisions surprenantes durant le conflit : ainsi, le 24 août elle annonçait le retour au travail tout en maintenant la mobilisation par des coupures de trafic et l'annonce de la grève illimitée à partir du 27. Plus surprenantes ont été les décisions du 25, en arrêtant d'abord la mobilisation, prétextant la fatigue des travailleurs alors qu'aucune des revendications n'avaient été entérinées et en annonçant une grève de tous les travailleurs du métal de la baie de Cadix pour le 4 septembre, grève d'ailleurs qui a été, comme l'a reconnu la CTM elle-même, un échec retentissant.

Une fois de plus, comme le montre la tendance générale des conflits de ces dernières années, il semble que tout a été une mise en scène pour attirer l'attention et disputer le premier rôle au syndicat majoritaire qui, comme d'habitude, est aux ordres des directions d'entreprises ; c'est ainsi que tout a fini comme cela avait débuté avec les exigences demandées à la direction de remplir les carnets de commandes.

Parallèlement, durant cette période, la pression psychologique sur les travailleurs et la population en générale, s'était mise en marche à travers la propagande médiatique. Ainsi, la presse locale a publié un entretien avec la direction de la firme norvégienne (Abiel) qui insinuaient qu'elle dénoncerait les contrats futurs si les délais n'étaient pas respectés. Une autre information sur les contrats de Navantia, composés en majorité de produits militaires pour la marine, mentionnait le nombre d'heures de travail que cela signifiait, comme avertissement de ce qui serait

(8) N du T : en français, nous dirions : remplir les carnets de commandes. (NdT.)

perdu si les délais de livraison n'étaient pas respectés.

Ce type de chantage pénètre profondément la conscience syndicale (« le poste de travail avant tout ») de sorte qu'à aucun moment ne sont envisagés le « qui, le comment et le pour quoi » de la production. Ces choses-là sont laissées aux mains des stratégies capitalistes, malgré l'expérience du cycle de restructuration qui nous a suffisamment enseigné que la sécurité de l'emploi n'existait plus, que le maintien du poste de travail ne dépendait ni du sacrifice des travailleurs (9), ni de se soumettre à produire du nocif ou des armes mais bien des décisions stratégiques des dirigeants d'entreprises adoptées selon le cadre de la production et du marché à l'échelle mondiale.

Ce qui est bizarre c'est que plus le conflit social est régressif, isolé et marginal, plus forte est la rhétorique ouvriériste comme si rien n'était arrivé dans les relations d'exploitation depuis les mobilisations ouvrières des années 1970-1980 jusqu'à aujourd'hui. Ceci explique que ces conflits n'ont que peu d'incidence au-delà de la région où ils se produisent et qu'ils n'attirent même pas la sympathie des autres collectifs prolétariés, de sorte qu'ils finissent par être des conflits corporatistes de certains segments de la classe ouvrière qui ont de meilleurs contrats et une meilleure paie que le reste des travailleurs.

(9) De façon pathétique le porte-parole des travailleurs de Nissan reprochait à l'entreprise la fermeture, malgré les efforts réalisés ces derniers temps par les travailleurs qui avaient accepté de réduire leur salaire et de supprimer 600 postes alors qu'ils s'efforçaient de convaincre l'entreprise de sa rentabilité. Lamentable exhibition de la servitude volontaire d'une partie de la classe besogneuse qui ne suit pas seulement la remorque du capital mais qui, en plus, prétend donner des leçons aux dirigeants sur la viabilité des affaires (émission radiophonique de 14 heures de la station SER, du 28 mai 2020).

Les revendications se limitent à réclamer des aides gouvernementales pour les entreprises quand la fermeture est inévitable ou bien à faire pression sur la direction pour qu'elle fasse bien son travail : remplir le carnet de commandes. Autrement dit, tout se passe dans la même direction que les mobilisations du cycle de restructuration industrielle commencé au début des années 1980 sans prendre en compte que les conditions historiques de l'accumulation du capital ne sont pas celles d'il y a quatre décennies.

On peut dire que ces conflits, en tout cas si on se réfère à quelques pays, sont révélateurs, d'une part de la tendance à l'extinction d'une catégorie de la classe ouvrière industrielle et, d'autre part, du niveau de conflit qui lui est inhérent dans le cadre général d'un processus de prolétarianisation et de précarisation du travail qui s'étend inexorablement et qui comporte des changements qualitatifs quant aux relations et aux conditions de production (limite de la biosphère).

3 - Là où les effets de la pandémie se sont faits le plus sentir, c'est dans le secteur du tourisme, l'activité économique principale en Espagne (13 % du PIB) et en Catalogne (12 % du PIB) mettant au chômage quasiment un million de personnes. L'activité touristique en Espagne a diminué de 60 % en 2020 par rapport à 2019. Mais le vrai désastre apparaît quand on prend en compte les activités induites (commerces, bars, loisirs, concerts, spectacles, etc.) déjà disparues (dans quelques quartiers de Barcelone 40 % des commerces ont fermé définitivement).

Le poids du tourisme, de l'immobilier spéculatif, comme des activités improductives liées au marché culturel et à l'industrie du divertissement, dans l'ensemble de l'éco-

nomie espagnole, est venu démontrer ce que tout un chacun qui n'est pas aliéné par la bulle de croissance basée sur le crédit et le déficit public pouvait voir : que l'Espagne est un pays de seconde zone dans la chaîne capitaliste transnationale avec de graves déficiences structurelles et qui, dans la situation créée par la pandémie, nécessite le sauvetage de ses partenaires de l'Union européenne.

Aussi curieux que cela puisse paraître, à la démobilité sociale de la classe ouvrière s'est substituée la mobilisation de différentes couches de l'entrepreneuriat dans des activités les plus diverses. Devant l'approbation des remises de fonds prévues dans le plan de relance européen, d'innombrables associations d'entreprises ont vu le jour afin de réclamer des aides gouvernementales. Les premières sont évidemment celles de l'automobile et de l'industrie, les compagnies aériennes, les chaînes hôtelières et les agences de voyages, mais aussi les associations en relation avec les activités de « loisirs nocturnes » et avec la consommation de produits culturels et de divertissements.

Comme toujours dans ces cas-là, le sujet médiatique central est d'évoquer le maintien des postes de travail, mais très peu se posent la question de la nature de ces postes de travail, précaires jusqu'à l'inimaginable, ou la question de ce que sont devenus les abondants et récents bénéficiaires dans le tourisme et le loisir nocturne. Dans tous les cas, même après que soit passé le traumatisme du Covid-19, aucun des plus optimistes ne prévoit que le tourisme revienne à son niveau d'avant.

Ajoutons que les possibilités de reconversion, dans le futur, d'un secteur aux emplois très peu qualifiés sont restreintes, de manière que le nouveau cycle de restructuration impulsé par la pandémie trouve une difficulté supplémentaire dans la restructuration

du secteur touristique, qui fut un des piliers du cycle de restructuration précédent dans la création de postes de travail en compensant en partie les réductions de personnel de l'industrie.

4 - Par ailleurs, la crise institutionnelle et l'instabilité de la coalition au gouvernement a été augmentée par la fuite du roi « émérite » d'Espagne, en conséquence de l'enquête entreprise par le ministère public suisse qui a obligé la justice espagnole à ouvrir un dossier d'enquête sur des gains de commissions, l'ouverture de compte bancaire dans les paradis fiscaux, l'évasion fiscale. Rien qui n'était ignoré vraiment, mais pour avoir été évoqué par la sphère judiciaire internationale, le gouvernement et la maison royale ont été obligés de prendre des mesures précipitamment afin de tenter de faire taire le scandale.

Le problème est la mise à l'évidence que l'institution de la monarchie participe à la même nature corrompue que les autres institutions politiques mais, principalement, c'est le mythe du roi Juan Carlos, nommé par le dictateur Franco et reconverti en héros de la démocratie par l'opposition antifranquiste, qui a été altéré. La légende de la transition démocratique espagnole, une des légendes concoctée et entièrement partagée par la représentation politique traditionnelle, menace de disparaître précisément parce que le protagoniste principal et ses laquais (politiciens de tout l'éventail du sérail institutionnel, journalistes, entrepreneurs, etc.) qui ont gardé le silence sur les excès royaux pendant quarante ans, ont été mis à nu.

L'avenir dira jusqu'à quel point ce comportement délictueux de celui qui fut roi d'Espagne mènera à questionner la monarchie.

C. V.

5 septembre 2020